

## LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE D'UNE DÉLÉGATION DE  
PARLEMENTAIRES DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE  
D'ALLEMAGNE

**M. le Président:** Je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur la présence à notre tribune d'une délégation de la République fédérale d'Allemagne. Cette délégation est présidée par le D<sup>r</sup> Vogel, chef de l'opposition social-démocrate au Bundestag, accompagné par MM. Stokke et Voigt, également membres du parti social-démocrate.

\* \* \*

## LES FINANCES

### LES ENCOURAGEMENTS FISCAUX ACCORDÉS AUX SOCIÉTÉS

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. En 1979, dernière année pour laquelle nous disposons de chiffres, le compte des dépenses fiscales montrait que les concessions accordées à l'entreprise représentaient un manque à gagner de 6 milliards de dollars. Combien coûtera cette assistance aux sociétés en 1983? Combien d'emplois ont été créés par cette concession de recettes au secteur de la grande entreprise au cours de l'année écoulée?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je n'ai pas sous la main le montant que représentent les dépenses fiscales pour l'année 1983, mais je me renseignerai pour voir si l'on peut au moins donner un chiffre approximatif au député.

Quant au nombre d'emplois créés, mon collègue doit admettre que les encouragements accordés au secteur industriel, au secteur privé en général—qu'il s'agisse de la petite, de la moyenne ou de la grande entreprise—sont accordés de façon à aider ce secteur à être compétitif par rapport aux autres pays. Au cours de la récession, le Canada a été un grand exportateur. En dépit de la gravité de la récession dans le monde entier, nous avons été en mesure de soutenir la concurrence et c'était sans doute, en grande partie, dû au fait que nous avons pu maintenir nos sociétés en activité et empêcher que nos prix ne montent trop.

Il est bien entendu impossible de quantifier le nombre d'emplois créés par de tels encouragements. Mon collègue doit se rendre compte qu'on ne crée pas d'emplois en forçant les entreprises à déposer leur bilan et à fermer, en faisant en sorte qu'elles ne réalisent aucun bénéfice. Ce serait la meilleure façon non seulement de les conduire à la faillite, mais encore de mener toute l'économie à la banqueroute. Si mon collègue désire créer des emplois, il doit admettre que nous avons besoin d'un secteur privé dynamique.

### LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, le ministre se rend certainement compte que toutes les études, sans exception, qui ont été faites sur les effets des concessions fiscales aux grandes entreprises confirment les deux plus récents rapports, celui de Richard Bird de l'Université de Toronto et celui de Douglas May de l'Université Memorial,

## Questions orales

qui répètent qu'en fait, nous retirons peu d'avantages, sur le plan de la création d'emplois, de l'argent que la trésorerie fédérale laisse au secteur de la grande entreprise au Canada. Le ministre peut-il me dire à quel moment on a jugé acceptable d'imposer les simples citoyens pour gratifier les entreprises de cet argent, réduisant ainsi les possibilités d'emploi au Canada et alourdissant, de ce fait, le fardeau fiscal des particuliers canadiens?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je rappelle au député que si les Canadiens paient des impôts au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ou sous forme d'impôts indirects, les sociétés en paient aussi. Les sommes globales figurent dans les documents budgétaires qui sont déposés en même temps que le budget et qui établissent fidèlement les sommes perçues par les gouvernements.

Par ailleurs, mon collègue doit savoir que nous devons livrer une concurrence à l'échelle internationale. Si dans un secteur le Canada ne peut pas affronter la concurrence fiscale des Américains, notamment, nous ne pourrions pas retenir ces entreprises. Elles subiront les assauts de la concurrence et feront faillite.

**M. Nielsen:** Ou les assauts de Revenu Canada.

**M. Lalonde:** Presque tous les pays industrialisés du monde savent qu'il leur faut consentir aux entreprises des subventions directes et divers encouragements fiscaux. Que le député se renseigne sur les social-démocraties d'Europe, en particulier la France et l'Allemagne, et il verra que même ces pays ont de vastes programmes de dépenses fiscales en faveur du secteur privé.

**M. le Président:** Le député de Nanaïmo-Alberni (M. Miller) a la parole pour une question supplémentaire faisant suite à une intervention précédente.

\* \* \*

● (1440)

## LES PÊCHES

### DEMANDE DE FONDS POUR LES PÊCHES DE SALMONIDÉS DE LA CÔTE OUEST

**M. Ted Miller (Nanaïmo-Alberni):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Selon les estimations des stocks pour la prochaine saison de pêche, il ne semble pas que le gouvernement ait si bien géré les stocks, particulièrement en ce qui concerne l'habitat. On s'attend à ce que les stocks ne dépassent pas 35,000 tonnes métriques cette année. Comme on prévoit une baisse des stocks, étant donné la délivrance de permis par zones, un programme éventuel de rachat, ce qui va contribuer à accroître le chômage dans le secteur des pêches en Colombie-Britannique, le ministre s'engagera-t-il, en tant que ministre des Finances, à accéder à toute demande de nouveaux fonds de la part du ministre des Pêches et Océans pour la protection de l'habitat, l'application des règlements, la mise en valeur des salmonidés et à sauvegarder cette ressource renouvelable qui peut fournir des emplois à jamais si on la surveille de près?